

8° FORO DE BIARRITZ
Rencontres Europe-Amérique Latine

Santiago du Chili - 8 et 9 octobre 2007

SYNTHESES DE LA CEREMONIE INAUGURALE

Lundi 8 octobre 2007 - Grand Salon

Intervenants :

Patricio Aylwin, Président de Corporación Justicia y Democracia. Ancien président du Chili.

Didier Borotra, Sénateur-Maire de Biarritz, Président du CMEAL, France

Rama Yade, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et Européennes, Chargée des Relations Extérieures et des Droits de l'Homme, France.

Álvaro García Linera, Vice-président de la République. Président du Congrès, Bolivie.

"La cohésion sociale, une responsabilité pour tous"

Discours de Mme **Michelle Bachelet Jeria**, Présidente de la République du Chili.

Javier Irarrázaval, Président de ACCION RSE, Chili

Enrique García, Président Exécutif Corporación Andina de Fomento CAF

Ernesto Samper, Ancien Président de Colombie. Président de la Corporación Escenarios, Colombie

Luis Eduardo Garzón, Maire de Bogotá, Colombie

Juan José Ibarretxe, Lehendakari du Pays Basque

Santiago Creel, Président du Senat, Mexique

Trinidad Jiménez, Secrétaire d'Etat pour l'Iberoamérique, Espagne

Eduardo Frei, Président du Sénat, Ancien Président du Chili

Mme Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili honorait de sa présence la cérémonie d'ouverture, tandis que côté Europe, la France était représentée par Rama Yade, Secrétaire d'Etat auprès du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, Chargée des Relations Extérieures et des Droits de l'Homme, l'Espagne par Trinidad Jimenez, Secrétaire d'Etat aux affaires ibéroaméricaines.

Voici quelques extraits des différentes interventions, le thème central du Foro étant « la Cohésion Sociale et la Responsabilité Sociale des Entreprises » :

- **Patricio Aylwin, Président de Corporación Justicia y Democracia. Ancien Président de la République du Chili:**

« Il y a quinze ans, les objectifs de la cohésion économique et sociale et de l'inclusion sociale étaient au cœur du Traité de Maastricht, comme des thèmes prioritaires de la politique communautaire ». Le président Aylwin a rappelé qu'aujourd'hui encore, le pari ambitieux de l'Union Européenne est d'éradiquer l'exclusion d'ici à 2010. En Amérique Latine l'exclusion sociale n'est pas franchement combattue et la douloureuse réalité de la pauvreté, l'indigence, la discrimination, les inégalités n'a de cesse de se perpétuer. « Nous avons tout à apprendre des leçons de l'Union Européenne ».

- **Didier Borotra, Sénateur Maire de Biarritz, Président du CMEAL :**

« Votre pays est la patrie d'une démocratie conquise, vécue, reconquise. [...] Je veux souligner, dans cet esprit, l'importance particulière des politiques d'immigration de plus en plus restrictives et ciblées. L'élargissement des protections sociales et l'effort d'intégration des étrangers, en règle dans leur pays d'accueil, s'accompagnent bien souvent, d'une façon paradoxale, de pratiques parallèles d'exclusion, dont l'observation doit être précise et rigoureuse pour être efficacement combattues. A ce propos, permettez-moi au nom du groupe de Biarritz de dire à nos Amis mexicains et latino-américain, combien nous condamnons la construction d'un mur entre le Mexique et les Etats-Unis. Les murs n'ont jamais protégé les peuples contre quoique ce soit. Le sentiment identitaire et les cultures minoritaires sont également au cœur des grands équilibres sociaux, même s'ils contrarient les systèmes politiques centralisés. J'ajoute que la légitimité du suffrage universel, bien que fondée sur des mécanismes transparents et reconnus, ne coïncide pas toujours avec la légitimité sociale. Les modèles traditionnels de la gouvernance démocratique sont, dès lors, naturellement mis en cause. La responsabilité sociale des entreprises connaît ici, au Chili, une expérimentation, une conceptualisation digne d'intérêt, d'analyse, elle peut constituer un élément de réponse. Par ailleurs, la recherche de démarches participatives, au niveau institutionnel est complexe, décevante. Mais il est certain que le rôle des territoires et des agglomérations, des villes capitales ou des villes-régions, comme le dit Lucho Garzon, le Maire de Bogota, sera essentielle pour découvrir les moyens supplémentaires de l'investissement productif et social et d'une association des citoyens aux décisions qui commandent leur vie quotidienne. »

- **Rama Yade, Secrétaire d'Etat auprès du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, Chargée des Relations Extérieures et des Droits de l'Homme**

Rama Yade est revenue sur le sens du concept de la cohésion sociale premièrement en rappelant son origine, que l'on attribue au sociologue Emile

Durkheim, à la fin du XIX^{ème} siècle. Pour autant qu'il soit ancien, ce concept ne fait pas consensus : en Amérique Latine, le concept tel qu'il est présenté en Europe est inadapté à la réalité des sociétés où la priorité est donnée à la lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale. De ce point de vue là, comme contrepied au discours du président Aylwin, Rama Yade a exhorté les européens à s'inspirer de l'expérience latino-américaine, en ce qu'elle est un véritable laboratoire pour la gestion de la mondialisation et des inégalités qui en découlent. De la même façon, l'Union Européenne recherche une Europe Sociale ; en empruntant de nouvelles directions, elle trace la voie pour les autres organisations régionales et notamment celles qui existent à l'échelle de l'Amérique Latine. En ce qui concerne la RSE, pour Rama Yade, le temps ou les questions internationales étaient l'apanage exclusif des gouvernements est révolu ; la société civile a fait irruption dans le champ diplomatique.

- **Michèle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili**

Voir discours intégral joint.

- **Alvaro Garcia Linera, Vice président de la République bolivienne, président du Congrès.**

Pour Alvaro Garcia Linera, la cohésion sociale s'obtient par l'articulation des composantes individuelles et collectives d'une société (en Bolivie interagissent les composantes classicistes, régionales, les identités culturelles, ethniques), en ce sens l'unité d'une société n'est pas tant un résultat, qu'un horizon, un devenir qui jamais ne s'achève. Néanmoins pour donner plus de consistance au concept, Alvaro Garcia Linera recense trois types de cohésion sociale : la cohésion externe qui naît de l'action de forces exogènes, à l'exemple de la colonisation ou de la violence étatique ; cette cohésion n'est qu'une illusion et révèle en vérité les abîmes qui déchirent la société. L'autre cohésion, la cohésion interne née de la décision des blocs sociaux, est auto-générée et se décline sous deux types : « la cohésion interne avec un noyau articulateur », qui naît d'une ou de deux composantes de la société, qui, pour reprendre les termes de PRANCY, acquiert l'« hégémonie » et la « cohésion interne généralisée » qui s'initient à partir de centres multiples et mobiles qui au lieu d'être homogénéisés, vont s'articuler les uns les autres. Ce dernier type de cohésion sociale est à l'origine de la citoyenneté, c'est le plus cohérent et consistant. Il requiert trois conditions : la reconnaissance étatique de la diversité et de l'identité, une démocratie soutenable basée sur les égalités de richesse, une démocratie participative.

A la lueur de ce schéma, Alvaro Garcia Linera montre qu'il existe des modes de construction citoyenne et qu'à l'instar de la citation de Chomsky, la Bolivie doit œuvrer en vue d'un triple objectif : la redémocratisation de l'Etat, de l'économie et des territoires.

- **Javier Irarrázaval, Président d'ACCION RSE, Chili**

« Que peut bien faire là un représentant du monde de l'entreprise ? ». Pour Javier Irarrázaval la réponse est claire : le monde de l'entreprise est le partenaire naturel du monde étatique. Les deux doivent se retrouver réunis dans un pacte social qui scelle l'importance d'un travail conjoint public/privé pour parvenir à modeler une société plus inclusive. De ce fait, la RSE n'est pas une philanthropie mais bien une éthique : aller et penser dans cette direction signifiera un grand pas en avant pour la cohésion sociale.

- **Enrique García, Président Exécutif Corporación Andina de Fomento CAF**

Enrique Garcia constate que si l'Amérique Latine est en train de vivre l'un de ses meilleurs moments économiques, il n'en va pas de même à l'échelle sociale. Il propose « un pacte intégral de développement » envisagé à long-terme. Cette stratégie intégrale consiste à rechercher une plus grande équité et à réduire la pauvreté ; l'inclusion y est un facteur clé : que ce soient en termes d'opportunités, d'accès aux services, de non-discrimination, de sécurité. Cette stratégie se développe à la lueur des nouvelles réalités sociales et des nouveaux acteurs sociaux ; la RSE doit permettre de donner sa place au secteur privé dans cette stratégie en vue de fortifier les droits économiques et sociaux.

- **Mr. Ernesto Samper, Ancien Président de Colombie. Président de la Corporación Escenarios, Colombie**

Après avoir retracé les relations Etats-Unis/Amérique latine, Ernesto Samper a insisté sur le rôle de référent éthique que joue l'Europe en matière politique à travers le modèle de l'Etat-Providence que Samper oppose à un modèle d'Etat-Sécuritaire. Il y a aussi des leçons à tirer de l'exemple européen du point de vue de l'intégration régionale en Amérique Latine qui selon Samper devrait se faire en fonction de projets (cf. CECA) plus qu'en fonction des pays qui participent à telle ou telle organisation. « Nous ne pouvons pas encore vivre cent ans de solitude ».

- **Luis Eduardo Garzón, Maire de Bogotá, Colombie**

Lucho Garzon, en citant son homologue Pablo Moncayo, Maire de Quito, a tenu à rappeler l'importance des pouvoirs locaux, acteurs-clés de la lutte contre la pauvreté et premiers promoteurs de la cohésion sociale, qui, selon lui, ne peut exister sans inclusion sociale. On ne peut parler de démocratie si règnent parmi la société, la xénophobie, l'homophobie, exclusion face à la vieillesse, face à l'ethnie. L'inclusion sociale doit être traitée à tous les niveaux politico-administratifs : à l'échelle locale tout comme à l'échelle nationale et à l'échelle régionale.

- **Juan José Ibarretxe, Lehendakari du Pays Basque**

Juan José Ibarretxe a résumé l'objectif de cohésion sociale et de RSE à six compromis : la cohésion comme une recherche utopique, une série de portes ouvertes / l'innovation, la force du genre humain / l'égalité, en garantissant les droits des personnes / la culture, les valeurs / l'identité, la compétition sans perdre les racines, la globalisation est synonyme d'universalisation pas d'uniformisation/ la démocratie.

- **Santiago Creel, Président du Sénat, Mexique**

Santiago Creel a insisté sur l'importance de construire des démocraties effectives ; l'objectif que l'Amérique Latine doit se fixer correspond à la consolidation de démocraties socialement efficaces soit la redéfinition du concept de démocratie en partie contre l'acceptation qui en est faite à l'heure actuelle par les élites politiques et économiques.

- **Trinidad Jiménez, Secrétaire d'Etat pour l'Ibéro-Amérique, Espagne**

« L'Amérique Latine, c'est le meilleur de l'Europe, hors de l'Europe ». Trinidad Jiménez a décidé d'insister sur l' « âme double » que recoupe l'identité latino-américaine. Pour elle, l'objectif de la cohésion sociale doit se bâtir de par et d'autre des deux régions, par la construction d'une véritable citoyenneté ibéro-américaine comme une communauté basée sur la solidarité.

- **Alejandro Foxley, Ministre des Affaires Etrangères, Chili**

Malgré de grands progrès sociaux en Amérique Latine (l'augmentation de la durée de vie, l'expansion de l'éducation, la foi en l'avenir), Alejandro Foxley a rappelé que le processus de globalisation rend plus vulnérables, les groupes qui l'étaient déjà. Pour remédier à cela, il faut selon lui sortir du modèle d'Etat faible, pour un Etat plus proactif à même de construire une situation de protection sociale : soit renforcer les processus de concertation sociale, bâtir un système d'assistance, réduire l'insécurité, la violence, faciliter l'emploi des femmes ; en sorte, rebâtir un Etat fort, doté des ressources nécessaires.

- **Mr. Eduardo Frei, Président du Sénat, Ancien Président du Chili**

Pour Eduardo Frei, il était important de souligner qu'il revient aux gouvernements de motiver le secteur privé. Contre l'étatisme, la RSE est un apport direct des entreprises au développement social du pays. Cela requiert avant tout une institutionnalisation du dialogue social, pour faire de l'échange d'opinions et notamment entre les secteurs privés et publics un exercice permanent.

DISCURSO DE S.E. LA PRESIDENTA DE LA REPÚBLICA, MICHELLE BACHELET, AL INAUGURAR 8º FORO DE BIARRITZ "COHESION SOCIAL Y RESPONSABILIDAD SOCIAL Y EMPRESARIAL"

SANTIAGO, 8 de Octubre de 2007

No podría comenzar mis palabras sin agradecer las intervenciones del alcalde de Biarritz y nuestro querido ex Presidente don Patricio Aylwin.

Permítame aprovechar esta oportunidad, don Patricio, para reiterar el afecto que chilenas y chilenos le tenemos. Y a usted, alcalde y senador Didier Barotra, mi reconocimiento y felicitaciones por concebir este Foro de Diálogo América Latina y Europa.

Con su intervención usted nos recuerda su liderazgo moral, pero también nos permite reiterar el hilo conductor de lo que la Concertación ha estado haciendo desde que recuperamos la democracia: que avanzamos hacia el desarrollo con paso firme, con una economía que crece integrada a la globalización, pero que, al mismo tiempo, combina el crecimiento con la equidad.

Avanzamos en un proceso permanente de construcción de grandes consensos nacionales en torno a las tareas fundamentales de fortalecimiento institucional y desarrollo económico y social de todo el país.

El camino de Chile consiste en combinar la búsqueda de más libertad, más equidad y más desarrollo, sin sacrificar ninguno de estos aspectos al otro.

Se puede obtener más equidad sacrificando la democracia, pero nosotros que sabemos lo que es una dictadura, no emprenderíamos el camino de regreso por nada del mundo.

Podemos tener más desarrollo sin equidad, pero eso haría de la comunidad nacional una ilusión, y nosotros queremos que el fruto del desarrollo se comparta y que llegue a quienes nunca antes llegaron.

Podemos tener por un tiempo democracia sin crecimiento ni equidad, pero seríamos la sombra de un país, seríamos pasto de la demagogia y el populismo.

Por eso hemos mantenido el mismo rumbo que inauguró Patricio Aylwin en 1990, subiendo siempre las exigencias de nuestras metas, escogemos una cima y nos esforzamos por alcanzarla. Cuando llegamos a una cima, no nos detenemos, escogemos el desafío siguiente, y así, una y otra vez. Miramos ahora el camino recorrido y lo que vemos es que hemos reducido la pobreza y la indigencia a casi la mitad, que hemos más que duplicado nuestros ingresos y que nuestra gente empieza a estar más protegida contra la enfermedad, la inseguridad en todas sus formas y más alertas contra la discriminación y la intolerancia.

Tras todo esto ¿somos un pueblo más feliz ?

No hay una respuesta fácil para esta pregunta.

Hoy tenemos un pueblo que ha madurado en democracia, que es más crítico, más exigente, más demandante, con más deseos de participar y de ser tomado en cuenta.

Probablemente lo correcto sería decir que nos hemos ganado el derecho a responder a nuevas demandas y de enfrentar desafíos de mayor complejidad y eso no es poco decir.

Quisiera valorar en particular la decisión de los organizadores del foro por haber elegido la cohesión social y la responsabilidad social empresarial como los dos ejes para este diálogo político, empresarial e intelectual entre ambas regiones.

Se está apuntando correctamente al fondo de los desafíos que enfrenta América Latina, la necesidad de consolidar las democracias mediante el desarrollo de sociedades cohesionadas e integradas, ricas en capital social.

La democracia se ha extendido en América Latina como nunca en nuestra historia, pero su consolidación no ha sido fácil. Algunos de estos desafíos tienen que ver con una historia marcada por la inequidad y la exclusión. La inequidad en la organización económica, la exclusión de las grandes mayorías. Los pueblos originarios, los trabajadores, las mujeres, las regiones apartadas o simplemente de los movimientos sociales y políticos democráticos.

No es fácil cambiar todo esto después de 500 años de una matriz autoritaria. No es fácil construir sociedades democráticas y dotadas de fuerte cohesión social, cuando los sectores mayoritarios de sus sociedades han tenido un aprendizaje histórico, mirando al Estado como un Dios Jano de dos caras: sea como una herramienta para mantener privilegios o como la fuente desde dónde se ha organizado la inequidad y la exclusión.

El ejemplo más reciente de exclusión ha sido el proceso de apertura democrática que acompañó a la democratización iniciada en los años 80. En algunos países, este proceso de apertura fue acompañado con políticas sociales, y en esos casos, vemos que hubo consolidación democrática. Pero en otros casos, eso no ha sido así.

En muchas sociedades latinoamericanas la democracia no ha sido del todo eficaz, y allí observamos un deterioro de la calidad de las democracias.

En ocasiones, la combinación de la apertura y de un proceso de democratización ha incrementado la inseguridad de la población latinoamericana.

Los mecanismos de protección social asociados a los antiguos modelos económicos proteccionistas, no han sido reemplazados por otros que cumplan mejor con su propósito.

El resultado es que las familias latinoamericanas de hoy no son solamente pobres en un 38%, sino que existe un porcentaje mayor de familias para las cuales la democracia representa un grado creciente de incertidumbre, porque se saben más vulnerables que antes.

Efectivamente la pobreza disminuyó a un 38%, pero el número de pobres en América Latina subió a 205 millones de personas.

Una enfermedad, la pérdida de un empleo, una separación o la simple vejez, puede ser verdaderamente catastrófico para una gran mayoría.

¿Y qué es todo esto sino una crisis de cohesión social?

La pregunta es, entonces: ¿qué podemos hacer para modificar este estado de cosas en nuestra región? Y esto requiere de un cambio de paradigma. En primer lugar, debemos pasar desde sociedades excluyentes y Estados débiles, hacia sociedades incluyentes y Estados fuertes.

En segundo término, debemos pasar desde economías basadas en ventajas comparativas y mano de obra no calificada, hacia economías basadas en ventajas competitivas, altamente productivas y dotadas de ciudadanos educados, con creciente capital social y cohesión social.

En tercer lugar, debemos generar las alianzas internacionales, públicas y privadas para asegurar el éxito de este esfuerzo.

Es por eso que el sello de mi gobierno ha sido la puesta en práctica de un programa ambicioso de fortalecimiento del Estado, que sea capaz de responder a factores de riesgo nuevos en nuestras sociedades.

Iniciamos la construcción de un sistema de protección social basado en la idea de que los ciudadanos tienen derechos que el Estado debe garantizar, especialmente los derechos sociales de quienes no son capaces de acceder a ellos a través de los mecanismos de mercado.

Lo que buscamos es superar el Estado subsidiario que heredamos en 1990, en el que las personas son consumidores antes que ciudadanos e iniciamos la construcción de un Estado democrático y social de derecho, abierto al mundo, pero competitivo, capaz de aprovechar las oportunidades de la globalización y un contribuyente activo en la búsqueda de soluciones multilaterales a los grandes problemas globales.

La experiencia de Chile, así como de otros países importantes de la región que han articulado exitosamente crecimiento, apertura y protección social, nos señala que este camino es posible para América Latina.

En estos años de democracia, la economía de Chile creció un promedio de 5,5% anual. Pero también redujimos la pobreza de casi un 40% el año 90, al 13% el año 2006. El fortalecimiento del Estado será, asimismo, clave para la sustentabilidad en el largo plazo del crecimiento económico en nuestra región.

Las economías latinoamericanas debemos aumentar nuestra productividad y nuestra competitividad, y ello no será posible si no aumentamos la cobertura y la calidad de nuestros sistemas educacionales.

Es claro que en esta tarea el rol del Estado es esencial. Necesitamos de un Estado fuerte para que no sea capturado por los grupos de interés, para crear ambientes estables y predecibles política, económica y legalmente, que favorezcan las inversiones de largo plazo, para proveer los factores que permitan un aumento de la competitividad, como la existencia de ciudadanos altamente calificados, de infraestructura moderna, de marcos regulatorios que favorezcan la competitividad y del desarrollo de cluster productivos, y que generen las condiciones para una alianza entre Estado, empresas, sociedad civil y universidades.

Ciertamente el Estado no lo es todo, sus instituciones son irremplazables y decisivas, pero no debemos olvidar que su rol es promover el desarrollo de la sociedad a la que sirven.

La construcción de un nuevo paradigma de sociedades latinoamericanas democráticas pero incluyentes, cohesionadas socialmente y capaces de competir en la globalización, demanda, por cierto, la participación del sector privado y de la sociedad civil. Y es en este contexto que el surgimiento y desarrollo del concepto y de las buenas prácticas de la responsabilidad social y empresarial, y más recientemente de responsabilidad social en general, adquieren un sentido especialmente significativo. Porque nos hablan de un proceso de surgimiento de una nueva conciencia sobre la necesaria competitividad, pero también sobre la debida solidaridad que nos debemos quienes formamos una sociedad local, nacional, regional o global.

En definitiva, se trata de un aumento de nuestro capital social y de la cohesión social.

Por eso mi gobierno ha apoyado, apoya y apoyará todos los esfuerzos en esta dirección, en Chile, pero también en nuestra región y en el mundo. Por eso que también participamos en la elaboración de los nuevos estándares internacionales en materia de responsabilidad social.

El fuerte desarrollo de la responsabilidad social empresarial en Chile, a partir de los últimos años, marca, en ese sentido, una tendencia extremadamente positiva, que incrementa nuestra confianza en el futuro.

Asistimos a un fuerte aumento de la preocupación de las empresas con su entorno social y medioambiental. Pero todavía hay un apreciable rezago en el cumplimiento de los estándares establecidos en el pacto global de las Naciones

Unidas, especialmente en el ámbito laboral. En particular, es necesario un mayor reconocimiento de las organizaciones de los trabajadores y de la libertad de éstos para formar sindicatos, y muy especialmente para negociación colectiva como instrumento para mejorar las condiciones del empleo.

Tenemos un diagnóstico común: es necesario construir un Chile más equitativo. Y en este esfuerzo, debemos renovar nuestras relaciones laborales, debemos renovar y actualizar nuestro pacto social, y por eso hemos constituido un amplio Consejo, así llamado para la equidad social, pero que en verdad el Consejo busca poder equilibrar y buscar un adecuado balance entre las necesidades de un país como Chile, de continuar siendo un país competitivo, pero a la vez poder contar con condiciones laborales mejores y con salarios más justos.

Las propuestas de este Consejo, estoy segura serán un paso histórico en esta tarea. En este esfuerzo, un gobierno progresista no puede permanecer neutral. No sólo alentamos al conjunto de las fuerzas sociales para construir un nuevo pacto social, sino que trabajamos activamente para conseguirlo.

Amigos y amigas: Como podemos ver, nuestros desafíos son enormes, pero también hay grandes logros. Sin embargo, necesitamos avanzar más y más rápido.

Por eso estamos incorporando la dimensión social como un nuevo eje de nuestro difícil proceso de integración, tanto en América del Sur como en MERCOSUR, así como en el diálogo político y de cooperación iberoamericana, y entre América Latina y el Caribe con la Unión Europea.

Tengo la firme convicción que nuestra región puede forjar una sólida alianza con la Unión Europea, para consolidar la democracia, fortalecer la cohesión social en América Latina y El Caribe, y construir así una globalización más justa y equitativa.

Por eso esta reunión es tan oportuna y adquiere una relevancia tan especial.

Por eso les deseo mucha suerte en sus deliberaciones, y como nos dijeron quienes me han precedido, puedan sernos de gran utilidad, a los Jefes de Estado y de Gobierno durante la Cumbre Iberoamericana a realizarse aquí en Santiago en el mes de noviembre, y en el próximo año la Cumbre Unión Europea, América Latina y El Caribe en mayo, en Lima, Perú.

Así que, bienvenidos a Chile y muchas gracias.
